



PREFET DE L'HERAULT

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## Recueil spécial n°152 du 30 octobre 2019

### Direction des sécurités

Arrêté n°2019-01-1409 du 30 octobre 2019, constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion de manifestations sur la voie publique

Arrêté n°2019-01-1410 du 30 octobre 2019, portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 1, 2, et 3 novembre 2019

Arrêté n°2019-01-1411 du 30 octobre 2019, portant autorisation des agents agréés du service interne de la sécurité SNCF à procéder à des palpations de sécurité pour les journées du jeudi 31 octobre et samedi 2 novembre 2019

Arrêté n°2019-01-1412 du 30 octobre 2019, portant restriction de la consommation et vente d'alcool pendant les fêtes d'Halloween à Montpellier

Arrêté n°2019-01-1413 du 30 octobre 2019, portant restriction de vente de carburant sous forme conditionnée dans les stations-services et interdiction de cession, vente et utilisation de pétards pendant les fêtes d'Halloween, sur le territoire du département de l'Hérault

Arrêté n°2019-01-1414 du 30 octobre 2019, portant restriction d'achat, vente et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault, ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées des 2 et 3 novembre 2019

PREFET DE L'HERAULT

**Préfecture**  
**CABINET**  
**Direction des sécurités**

Arrêté n° 2019/01/ 1409  
constatant des circonstances particulières liées à l'existence  
de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion  
de manifestations revendicatives sur la voie publique

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-2 et L. 613-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture Automne Hiver 2019 – Printemps 2020 pour la période comprise entre le 19 octobre 2019 et le 14 mai 2020 ;

VU les demandes formulées par le Polygone de Montpellier, le centre commercial et pôle ludique Odysseum, le magasin Darty et le Géant Casino en date du 28 octobre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les centres commerciaux constituent une cible particulièrement vulnérable ;

**CONSIDÉRANT** le contexte national actuel d'affrontements avec les forces de l'ordre, de rixes et de dégradations de biens publics et privés à l'occasion des précédentes manifestations liées aux mouvements dits des « gilets jaunes » ;

**CONSIDÉRANT** que des appels, et notamment un appel régional, ont été lancés dans le contexte des mouvements dits des « gilets jaunes » et largement relayés sur les réseaux sociaux ; que de nouvelles manifestations et rassemblements, souvent non déclarés, sont à prévoir dans l'Hérault et que la commune de Montpellier est notamment visée comme cible ;

**CONSIDÉRANT** que des appels ont été lancés dans le contexte du mouvement dits des « gilets jaunes » et largement relayés sur les réseaux sociaux pour annoncer la mobilisation dudit mouvement via la journée et la soirée du samedi 2 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que les différents rassemblements, pour certains non déclarés, qui se sont tenus de manière éclatée dans l'Hérault lors des précédentes journées de mobilisation, ont été émaillés d'actes de violences et de dégradations ; que des enseignes commerciales, des établissements bancaires et des abribus ont été pris pour cible à Montpellier ;

**CONSIDÉRANT** que lors de précédents week-ends, les manifestants « gilets jaunes » ont investi les gares SNCF de Béziers et de Montpellier et occupés les voies durant une dizaine de minutes ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositifs mis en place dans le centre-ville de Montpellier ont permis lors des week-ends précédents d'éviter des intrusions et débordements dans les gares et centres commerciaux des dites communes ;

**CONSIDÉRANT** que lors des précédents week-ends, des affrontements de plus en plus violents des manifestants « gilets jaunes » avec les forces de l'ordre et des dégradations de biens ont été recensés dans le centre-ville de Montpellier, avec notamment la destruction de vitrines, l'incendie de containers et l'inscription de tags sur plusieurs murs ;

**CONSIDÉRANT** que lors des dernières manifestations, plusieurs groupes de personnes ont mené des actions violentes visant à dégrader un certain nombre de biens dans le centre-ville de Montpellier et à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre ;

**CONSIDÉRANT** que les manifestations précédentes ont démontré la détermination de certains groupes de personnes à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre, d'établir des stratégies alliant mobilité et effet de surprise et d'utiliser des pavés, pierres de parement et des billes d'acier sur leur passage ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la manifestation du samedi 2 mars 2019, les rues du centre-ville de Montpellier ont été le théâtre d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ;

**CONSIDÉRANT** que dans l'après-midi du 2 mars 2019 dans les rues du centre-ville de Montpellier et notamment en fin d'après-midi, aux abords de la Préfecture, des engins pyrotechniques, des cocktails Molotov et de nombreux projectiles divers (œufs, vis, boulons) ont été utilisés par les manifestants ; que des matelas, des palettes, des containers à ordures ont été laissés sur la voie publique faisant office de combustible par les manifestants ;

**CONSIDÉRANT** que le 23 mars dernier, une montée en puissance des violences a été constatée au fil de la manifestation avec l'incendie d'une voiture, la destruction d'abribus et des établissements bancaires pris pour cible ;

**CONSIDÉRANT** que le 23 mars dernier, les casseurs n'ont pas hésité à utiliser des cocktails molotov à l'encontre des forces de l'ordre ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la manifestation du samedi 8 juin dernier, des actes violents ont été commis envers les forces de l'ordre et que les faits recensés ont donné lieu à 20 interpellations ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 3 août dernier, les manifestants ont tenté de prendre comme cible la gare de Montpellier Saint-Roch ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 17 août dernier, à Montpellier, les manifestants ont tenté d'envahir le centre commercial du Polygone, la gare SNCF Saint-Roch ainsi que la préfecture ;

**CONSIDÉRANT** les nombreux actes violents commis le samedi 7 septembre 2019 par les manifestants dans le centre-ville de Montpellier envers les forces de l'ordre ;

**CONSIDÉRANT** les nombreuses dégradations de biens publics et privés constatées dans le centre-ville de Montpellier le samedi 7 septembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 21 septembre dernier, les forces de l'ordre ont été la cible d'engins détonants ;

**CONSIDÉRANT** que de nombreux incidents ont été recensés pour la journée du samedi 21 septembre dernier dans le centre-ville de Montpellier donnant lieu à 13 interpellations ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 28 septembre dernier, les manifestants ont tenté de pénétrer dans le centre commercial du Polygone après avoir dégradé le rideau métallique du lieu en question, les affrontements du samedi 28 septembre faisant par ailleurs état de 4 policiers blessés ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 5 octobre dernier, les manifestants au nombre de 280 se sont déplacés en cortège vers la gare Saint-Roch et par la suite vers le centre commercial du Polygone, munis de « cacatoys » dont l'objectif était de préparer un acte de violence ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a tout lieu de penser que les violences urbaines commises lors des précédents rassemblements sont susceptibles de se reproduire à l'occasion des prochaines manifestations ;

**CONSIDÉRANT** que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des débordements et violences en marge des manifestations revendicatives dites des « gilets jaunes » caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

**CONSIDÉRANT** qu'une mobilisation des manifestants est attendue à Montpellier pour la journée et la soirée du samedi 2 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que dans ce contexte national et local, le maintien du bon ordre, de la salubrité publique, de la sécurité publique, et de la tranquillité publique ne peut être assuré que par des mesures particulières de contrôle des personnes aux entrées et dans les parkings des centres commerciaux pour les journées du vendredi 1<sup>er</sup> novembre, du samedi 2 novembre et du dimanche 3 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que les entrées et le parking du Polygone de Montpellier, ainsi que du pôle ludique Odysseum, du magasin Darty, et du Géant Casino fassent l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité les vendredi 1<sup>er</sup> novembre, samedi 2 novembre 2019 et dimanche 3 novembre 2019 ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les circonstances particulières susvisées justifient :

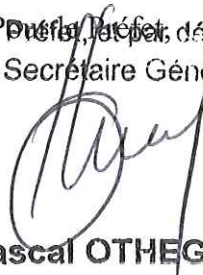
- pour la journée du vendredi 1<sup>er</sup> novembre 2019 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :
  - pour le passage du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
  - pour l'accès aux boutiques du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
- pour la journée du samedi 2 novembre 2019 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :
  - pour le passage du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
  - pour l'accès aux boutiques du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
  - pour le centre commercial et le pôle ludique Odysseum de Montpellier de 8 heures 30 à 22 heures ;
  - pour l'accès au magasin Darty (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
  - pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour la journée du dimanche 3 novembre 2019 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :
  - pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 13 heures ;
  - pour le centre commercial et le pôle ludique Odysseum de Montpellier de 8 heures 30 à 13 heures ;
  - pour l'accès au magasin Darty (Odysseum) de 8 heures 30 à 13 heures ;

**Article 2 :** Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être réalisées que par des personnes bénéficiant d'un agrément préfectoral pour l'exercice de ces opérations.

**Article 3 :** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et Monsieur le Général, commandant du groupement départemental de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2019.

Pour le Préfet, le Préfet, délégué,  
le Secrétaire Général



**Pascal OTHEGUY**

*Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



PREFET DE L'HERAULT

## **Direction des sécurités**

Arrêté n° 2019/01/1410

portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre 2019

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 613-2, R 613-6 et R 613-7 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté du préfet de l'Hérault en date du 30 octobre 2019 constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion des manifestations revendicatives sur la voie publique ;

VU les demandes présentées par le polygone de Montpellier, le centre commercial Odysseum et les boutiques Darty (Odysseum) et le Géant Casino (Odysseum) en date du 28 octobre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le personnel déclaré par lesdites entreprises remplit les conditions imposées par la réglementation ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont agréés en vue de procéder à des missions de palpation de sécurité :

A l'occasion des journées du samedi 2 novembre 2019 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 3 novembre 2019 de 8 heures 30 à 13 heures pour le parking, la galerie marchande et le centre commercial Odysseum de Montpellier :

PIOCH Jessy, n°CAR-034-05-03-20190014708  
ANDRE Vincent, n°CAR-034-2022-08-16-20170289826  
CURABET Gregory, n° CAR-034-2024-06-21-20190073925  
DEGOUTHO Yanis, n° CAR 034-2019-10-05-20140021835  
AHMED Hacene, n° CAR-034-2023-09-25-20180341891  
FERRER Alexandre, n°CAR-034-2020-06-22-20150479359  
JUILLARD Arnaud, n°CAR-034-2023-10-24-20180329282  
VILCOT Ludovic, n° CAR-030-2019-12-300-20140107222  
MESTRIAUX David, n°CAR-034-2019-09-04-20140382700  
RUIZ Justin, n°CAR-034-2022-01-30-20170248611  
MOLARD Laurent, n° CAR 030-2020-02-27-20150171467  
CLEMENTE Diego, n° CAR-030-2023-01-22-20180144982

AINOZA Louis Philippe, n° CAR -034-2019-07-01-20140015019  
HEFDALLAH Nourdine, n°PRO-000-2022-06-21-20170269833  
LIBERCIER Eric, n°CAR-034-2022-07-20-20170278600  
DELCOURT Thomas, n° CAR-034-2023-01-05-20170297360  
ABSYTE Brice, n°CAR-034-2023-09-19-20180329499  
DUBOIS Remy, n° CAR-034-2020-05-29-20150463575  
GERVAIS Julien, n° CAR-034-2023-10-04-20180014883  
JACQUES Julien, n°CAR-030-2021-08-10-20160522970  
LECART Chrystel, n° CAR-034-2019-11-02-20140071962  
MARAND Bruno, n° CAR-034-2019-04-03-20140022919  
MARCO Stéphane, n° CAR-034-2021-11-15-20160248588  
MASSIN Guillaume, n° CAR-039-222-03-15201770563666  
MATHIEU Maxime, n° CAR-034-2020-02-25-20150312916  
PUJOL Victor, n° CAR-034-2022-11-13-20170497426  
ROSSIGNEUX Gregory, n° CAR-034-2023-11-27-20180035364  
SPITALIERI Loic, n°CAR-034-2020-01-07-20140121682  
TEISSIER Pierick, n° CAR-034-2019-09-23-20140100862  
SEIGNEURET Sebastien, n° CAR-034-2023-10-19-20180652765  
BOUSSIF Tarek, n° CAR -034-2023-09-19-20180343601

A l'occasion des journées du samedi 2 novembre 2019 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 3 novembre 2019 de 8 heures 30 à 13 heures pour l'accès au magasin DARTY (Odysseum) :

FAHCHOUCH Farid n° CAR-034-2115-12-14-20160494509

A l'occasion des journées du samedi 2 novembre 2019 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 3 novembre 2019 de 8 heures 30 à 13 heures pour l'accès au GEANT CASINO (Odysseum) :

BEK Clément, n°CAR-034-2022-01-19-20170571105  
CHARENT Joël, n°CAR-034-2019-09-18-20140081040  
BLAT Vincent, n°CAR-034-2019-11-24-20140409163  
DOS SANTOS Pierre, n°CAR-075-2020-05-27-20150475571  
FERNANDEZ François, n° CAR-083-2021-11-04-20160197893  
RECEVEUR Frédéric, n° CAR-034-2019-09-18-20140376846  
TABTEN Cherif, n° CAR-034-2020-08-10-20150436170

A l'occasion des journées du vendredi 1<sup>er</sup> novembre et du samedi 2 novembre 2019 de 7 heures à 22 heures pour le passage de la galerie du polygone de Montpellier :

PEPPOLONI Fabrice, n° CAR-SO1-2019-01-10-F-00003147  
MEDJAHAR Abdelkader, n° CAR-SO1-2017-01-31-F-00012834  
QARMOUD Abderrazak, n° CAR-S-2015-01-07-F-00001632  
SEGGARI Kamel, n° CAR-SO1-2018-05-25-F-00042013

**Article 2 :** Les missions de palpation de sécurité sont exercées dans le seul cadre d'un arrêté constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique tel que mentionné à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure.

**Article 3 :** La palpation doit être effectuée par une personne de même sexe que la personne qui en fait l'objet, et avec le consentement exprès de celle-ci.

**Article 4 :** Les agréments mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté deviennent caduques lorsque les agents cessent leurs fonctions au sein du service interne de sécurité.

**Article 5 :** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, Monsieur le Général, commandant du groupement départemental de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont un exemplaire sera adressé au Procureur de la République et notifié au polygone de Montpellier, au centre commercial Odysseum de Montpellier et aux boutiques Darty et Géant Casino d'Odysseum.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2019

Pour le Préfet, et par délégation,  
Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général



Pascal OTHEGUY

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier; 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.







PREFET DE L'HERAULT

**Arrêté préfectoral n° 2019/01/1411  
portant autorisation des agents agréés du service interne de la  
sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité  
pour les journées des jeudi 31 octobre et samedi 2 novembre 2019**

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-2 et L. 613-3 ;

VU le code des transports, notamment son article L.2251-1 et L.2251-9 ;

VU l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture Automne Hiver 2019 – Printemps 2020 pour la période comprise entre le 19 octobre 2019 et le 14 mai 2020 ;

VU le décret n°2007-1322 du 7 septembre 2007 relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens, notamment son article 7-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté modificatif portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, en application de l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 ;

VU la demande du 28 octobre 2019 formulée par la SNCF sollicitant la mission de procéder à des mesures de palpation par des agents de leur service interne dans la gare de Montpellier Saint-Roch et la gare Sud de France de Montpellier pour les jeudi 31 octobre et samedi 2 novembre 2019 de 8 heures à 00 heure ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés par l'arrêté pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 mentionné ci-dessus peuvent procéder à des mesures de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, dans les gares, dans les limites de la durée et du lieu déterminé par ledit arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure ;

**CONSIDÉRANT** que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les gares constituent une cible des terroristes et un des lieux privilégiés de risque d'attentat ;

**CONSIDÉRANT** le contexte national actuel d'affrontements avec les forces de l'ordre, de rixes et de dégradations de biens publics et privés à l'occasion des précédentes manifestations liées aux mouvements dits des « gilets jaunes » ;

**CONSIDÉRANT** que des appels ont été lancés dans le contexte du mouvement dit des « gilets jaunes » et largement relayés sur les réseaux sociaux pour annoncer la mobilisation dudit mouvement via les journées et les soirées des jeudi 31 octobre et samedi 2 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que de nouvelles manifestations et rassemblements, souvent non déclarés, sont à prévoir dans l'Hérault et que la commune de Montpellier est notamment visée comme cible ;

**CONSIDÉRANT** que lors de précédents week-ends, des affrontements de plus en plus violents des manifestants « gilets jaunes » avec les forces de l'ordre et de nombreuses dégradations ont été recensés dans le centre-ville de Montpellier et notamment dans le quartier de la gare Saint Roch de Montpellier et de la gare de Béziers avec l'incendie de containers et l'inscription de tags sur plusieurs murs ;

**CONSIDÉRANT** que le mouvement des gilets jaunes a démontré sa volonté de prendre les gares de Montpellier Saint-Roch et de Béziers comme cibles ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la journée du 19 janvier 2019, des manifestants « gilets jaunes » ont investi la gare SNCF de Béziers et occupé les voies durant une dizaine de minutes ;

**CONSIDÉRANT** que les rues du centre-ville de Montpellier ont été le théâtre d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ;

**CONSIDÉRANT** que les différents rassemblements, pour certains non déclarés, qui se sont tenus de manière éclatée dans l'Hérault lors des précédentes journées de mobilisation, ont été émaillés d'actes de violences et de dégradations ; que des enseignes commerciales, des établissements bancaires, des abris-bus ont été pris pour cible le samedi 2 mars 2019 à Montpellier ;

**CONSIDÉRANT** que dans l'après-midi du 2 mars 2019 dans les rues du centre-ville de Montpellier et notamment en fin d'après-midi, aux abords de la Préfecture, des engins pyrotechniques, des cocktails Molotov et de nombreux projectiles divers (œufs, vis, boulons) ont été utilisés par les manifestants ; que des matelas, des palettes, des containers à ordures ont été laissés sur la voie publique faisant office de combustible par les manifestants ;

**CONSIDÉRANT** que le 23 mars dernier, une montée en puissance des violences a été constatée au fil de la manifestation avec l'incendie d'une voiture, la destruction d'abribus et des établissements bancaires pris pour cible ;

**CONSIDÉRANT** que le 23 mars dernier, les casseurs n'ont pas hésité à utiliser des cocktails molotov à l'encontre des forces de l'ordre ;

**CONSIDÉRANT** que les manifestations précédentes ont démontré la détermination de certains groupes de personnes de s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre et d'établir des stratégies alliant mobilité et effet de surprise ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la manifestation du samedi 8 juin dernier, des actes violents ont été commis envers les forces de l'ordre et que les faits recensés ont donné lieu à 20 interpellations ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 3 août dernier, les manifestants ont tenté de prendre comme cible la gare de Montpellier Saint-Roch ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 17 août dernier, à Montpellier, les manifestants ont tenté d'envahir le centre commercial du Polygone, la gare SNCF Saint-Roch ainsi que la préfecture ;

**CONSIDÉRANT** les nombreux actes violents commis le samedi 7 septembre 2019 par les manifestants dans le centre-ville de Montpellier envers les forces de l'ordre ;

**CONSIDÉRANT** les nombreuses dégradations de biens publics et privés constatées dans le centre-ville de Montpellier le samedi 7 septembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 21 septembre dernier, les forces de l'ordre ont été la cible d'engins détonants ;

**CONSIDÉRANT** que de nombreux incidents ont été recensés pour la journée du samedi 21 septembre dernier dans le centre-ville de Montpellier donnant lieu à 13 interpellations ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 28 septembre dernier, les affrontements ont fait état de 4 policiers blessés ;

**CONSIDÉRANT** que le samedi 5 octobre dernier, les manifestants au nombre de 280 se sont déplacés en cortège vers la gare Saint-Roch et par la suite vers le centre commercial du Polygone, munis de « cacatov » dont l'objectif était de préparer un acte de violence ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a tout lieu de penser que les violences urbaines commises lors des précédents rassemblements sont susceptibles de se reproduire ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de penser que la gare de Montpellier Saint-Roch sera prise pour cible lors des journées et soirées du jeudi 31 octobre et du samedi 2 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des débordements et violences en marge des manifestations revendicatives dites des « gilets jaunes » caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

**CONSIDÉRANT** que ces circonstances particulières justifient la mise en œuvre de mesures de contrôle renforcées avec notamment la possibilité de faire procéder par des agents du service interne de sûreté de la SNCF agréés par arrêté du préfet de police des Bouches-du-Rhône à des mesures de palpation de sécurité au sein de la gare de Montpellier ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que la gare de Montpellier Saint-Roch fasse l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité les jeudi 31 octobre et samedi 2 novembre 2019 ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les circonstances particulières susvisées justifient pour les jeudi 31 octobre et samedi 2 novembre 2019 de 8 heures à 00 heure, le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure dans la gare de Montpellier Saint-Roch et la gare Sud de France.

**Article 2 :** Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être réalisées que par des agents du service interne de sécurité de la SNCF, agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du décret n° 2007-1322 du 7 septembre 2007 modifié, relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports.

**Article 3 :** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2019.

Pour le Préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation,  
le Secrétaire Général  
  
Pascal OTHEGUY

*Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé soit devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



PREFET DE L'HERAULT

**Direction des sécurités**  
**Arrêté n° 2019-01-1412**

MESURES D'INTERDICTION  
DU JEUDI 31 OCTOBRE 2019 7 HEURES  
JUSQU'AU VENDREDI 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2019 18 HEURES

Le préfet de l'Hérault,  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-2 et L. 2214-4 ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 413-3 et suivants et R. 610-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L. 211-2 et L. 211-5 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L. 211-1 à L. 214-4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Considérant que le transport et la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus à l'occasion des fêtes d'Halloween peuvent engendrer des attroupements de personnes, des désordres importants, des rixes et des dégradations ; que le comportement agressif des personnes en état d'ébriété porte au demeurant atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et oblige les services d'ordre à intervenir pour régler les situations conflictuelles ;

Considérant que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publics ne peut être assuré que par des mesures restreignant les modalités de transport d'alcool à consommer dans un périmètre défini.

Considérant que par conséquent, au vu de ces éléments, il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles proportionnées et limitées dans le temps afin de prévenir tout trouble à l'ordre public ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

## Arrête :

Article 1er : sont interdits du jeudi 31 octobre 2019 à partir de 7 heures jusqu'au vendredi 1<sup>er</sup> novembre 2019 18h :

- la consommation et le transport de toutes les boissons conditionnées dans des récipients en verre ;
- la vente de boissons alcoolisées à emporter ;
- la vente ambulante de boissons alcoolisées ;

dans le périmètre de la commune de Montpellier délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Secteur Grand Centre : « Ecusson – Plan Cabanes – Gare – Beaux-Arts » :

Rue du Pont de Lattes – avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du Onze Novembre – Rue du Faubourg de Nîmes – Boulevard Louis Blanc – Boulevard Pasteur – Rue Auguste Broussonnet – Rue de la Sauzede – Rue du Faubourg Saint Jaumes – Boulevard du Professeur Louis Vialleton – Place d'Aviler – Rue Pitot – Rue Hilaire Ricard – Rue Maréchal de Castries – rue Auguste Comte – Place Leroy Beaulieu – Cours Gambetta – Rue du Faubourg de la Saunerie – Place Saint Denis – Rue du Grand Saint Jean – Place de Strasbourg – Boulevard de Strasbourg – Place Carnot – Rue Proudhon – avenue de Castelnau – rue du Jeu de mail des Abbés – avenue de Nîmes.

Un plan présentant le périmètre d'application est annexé au présent arrêté.

Article 2 : Tout contrevenant à ces interdictions est passible des sanctions pénales prévues aux articles 431-9 et R. 610-5 du code pénal.

Article 3 : Le présent arrêté est affiché à la préfecture du département, à la mairie de la commune de Montpellier et aux abords immédiats du périmètre énoncé à l'article 1<sup>er</sup>. Il est notifié au maire de la commune de Montpellier.

Article 4 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot, 34000 Montpellier) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

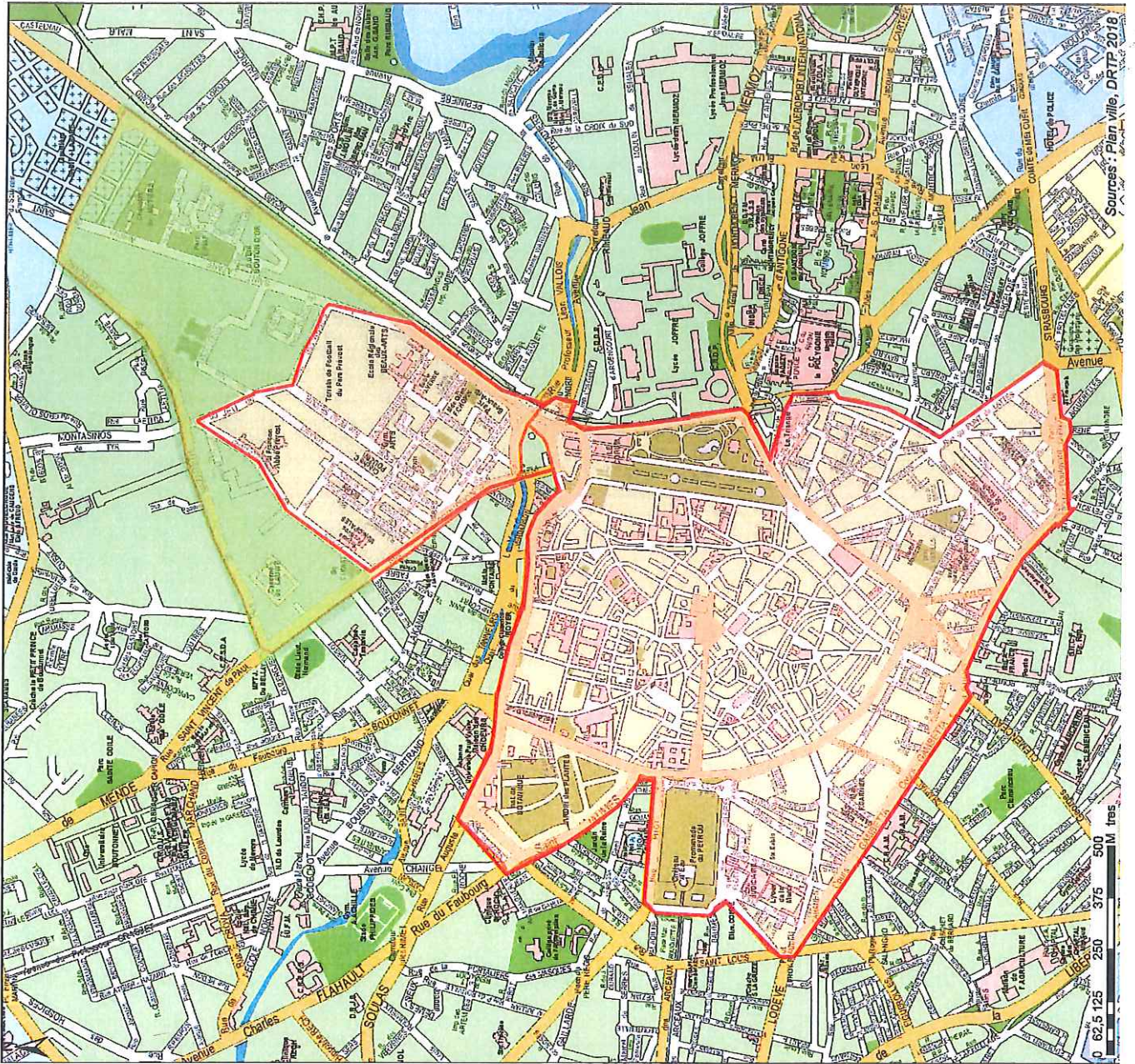
Fait à Montpellier, le 30 OCT. 2019

**Le Secrétaire Général**

  
**Pascal OTHEGUY**

ANNEE 2019

PERIMETRE D'APPLICATION  
DE L'ARRÊTÉ PREFECTORAL







**Préfecture**

CABINET  
DIRECTION DES SECURITES  
BUREAU DES PREVENTIONS ET DES  
POLICES ADMINISTRATIVES

**Arrêté n° 2019 – 01 - 1413 portant restriction de vente de carburant sous forme conditionnée dans les stations-services et interdiction de cession, vente et utilisation de pétards pendant les fêtes d'Halloween, sur le territoire du département de l'Hérault**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2215-1 ;

VU le code de sécurité intérieur ;

VU le code pénal ;

VU le code de la défense ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Considérant** les nuisances sonores occasionnées par l'utilisation des pétards ;

**Considérant** les dangers, les accidents, les risques de panique et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée des pétards particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

**Considérant** que cette utilisation est notamment le fait de mineurs ;

**Considérant** que les risques de troubles à la tranquillité et à l'ordre publics provoqués par l'emploi de ces pétards sont particulièrement importants à l'occasion des festivités de la fête d'Halloween ;

**Considérant** les incendies volontaires, les dégradations de mobilier urbain et les rixes avec les forces de l'ordre constatés sur le territoire national à l'occasion de précédentes fêtes d'Halloween ;

**Considérant** que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques ne peut être assuré que par des mesures restreignant les modalités de distribution des produits pétroliers, sous forme conditionnée ;

**SUR** proposition du sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de l'Hérault.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

La cession, la vente et l'utilisation de pétards de toutes catégories est interdite sur l'ensemble du département de l'Hérault du 31 octobre 2019 à 7h au 1er novembre 2019 à 18h.

La vente, l'enlèvement et le transport d'alcool ménager, carburants en jerricans, citernes ou tout autre récipient portables sont interdits sur l'ensemble du département de l'Hérault sur la période du 31 octobre à 7h au 1er novembre 2019 à 18h.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels justifiant d'une activité rendant nécessaire l'approvisionnement en carburants sous forme conditionnée (notamment entretien d'espaces verts ou professionnels du bâtiment).

Pour bénéficier de cette dérogation, les professionnels mentionnés au présent article devront présenter un justificatif de leur activité professionnelle (notamment carte professionnelle, Kbis, attestation de l'INSEE).

## **ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux : auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

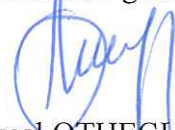
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de la publication ou notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

## **ARTICLE 3 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, les maires du département de l'Hérault, les dépositaires et revendeurs d'artifices de divertissements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 30 OCT. 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,



Pascal OTHEGUY

**Préfecture**

CABINET  
DIRECTION DES SECURITES  
BUREAU DES PREVENTIONS ET DES  
POLICES ADMINISTRATIVES

**Arrêté n° 2019 – 01 - 1414 portant restriction d'achat, vente, et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées du 2 et 3 novembre 2019**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2215-1 ;

VU le code de sécurité intérieur ;

VU le code pénal ;

VU le code de la défense ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Considérant** les dangers, les accidents, les risques de panique et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée ou détournée d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

**Considérant** que les risques de troubles à la tranquillité et à l'ordre publics provoqués par l'emploi des consommables susvisés sont particulièrement importants à l'occasion de manifestations revendicatives sur la voie publique ;

**Considérant** les incendies volontaires, les dégradations de mobilier urbain et les rixes avec les forces de l'ordre constatés sur le territoire national à l'occasion des précédentes manifestations liées au « mouvement des gilets jaunes » ;

**Considérant** que le transport et la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique engendrent des attroupements de personnes, des désordres importants, des rixes et des dégradations ; que le comportement agressif des personnes en état d'ébriété porte au demeurant atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et oblige les services d'ordre à intervenir pour régler les situations conflictuelles ;

**Considérant** que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publics ne peut être assuré que par des mesures restreignant les modalités de distribution d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques ;

**SUR** proposition du sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de l'Hérault.

## A R R E T E

### ARTICLE 1<sup>er</sup>:

L'achat, la vente, et le transport d'acide, d'artifices de divertissement, de carburant en jerrican, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques est interdit sur l'ensemble du département de l'Hérault du vendredi 1er novembre 20h au lundi 4 novembre à 7h.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels justifiant d'une activité rendant nécessaire l'utilisation des consommables susvisés.

Pour bénéficier de cette dérogation, les professionnels mentionnés au présent article devront présenter un justificatif de leur activité professionnelle (notamment carte professionnelle, Kbis, attestation de l'INSEE).

### ARTICLE 2:

Le transport, la détention et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique sont interdits.

### ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux : auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### ARTICLE 4 :

Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, les maires du département de l'Hérault, les dépositaires et revendeurs des consommables susvisés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le **30 OCT. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

  
Pascal OTHEGUY